



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 11 octobre 2010

Projet Bretagne Grande Vitesse : le préfet de Région revient sur les engagements de l'État

En voulant rassurer les élus bretons, M Michel Cadot, préfet de Région, a tenu des propos qui ont au contraire confirmé nos inquiétudes. En effet, le préfet vient de déclarer: « *Le contrat de plan entre l'État et la Région prévoit d'ores et déjà une deuxième phase pour atteindre l'objectif final de pouvoir relier le Finistère à Paris en trois heures. Cette seconde phase devant prendre le relais de la mise en service, en 2014, de la nouvelle ligne Le Mans - Rennes* ».

Or les engagements initiaux de l'État étaient pourtant clairs et prévoyaient une réalisation concomitante de la LGV Le Mans-Rennes et de tous les travaux de modernisation sur Rennes-Brest et Rennes-Quimper. C'est sur cette base-là que le consensus breton s'est construit autour du projet "Bretagne Grande Vitesse" et c'est à cette condition que l'UDB et ses élus l'ont rejoint. Le préfet de Région vient confirmer que ce n'est plus l'objectif de l'État. Durant plusieurs années (peut-être beaucoup d'années) le temps de parcours entre Rennes et Paris serait donc sensiblement plus court qu'entre Rennes et Brest-Quimper.

Pour l'Union démocratique bretonne, cette situation serait inacceptable car cela accentuerait encore plus la différence de développement entre l'est et l'ouest de la Bretagne, donc la cohésion qui fait déjà défaut dans l'aménagement du territoire breton. Pour l'UDB, la priorité doit être de faciliter les déplacements au sein de la Bretagne, entre l'est et l'ouest ainsi que dans les liaisons nord-sud, en intégrant la Loire-Atlantique. Dans un contexte de contraction de la ressource publique c'est à cela que les crédits de la Région et des autres collectivités bretonnes doivent servir.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
La porte-parole Mona Bras**